

LE PROCESSUS ÉLECTORAL DE DÉCEMBRE 2018 À L'ÉPREUVE DE LA DÉCENTRALISATION TERRITORIALE

Introduction

**Jean-Pierre LOTOY
Ilango-Banga,**
Professeur de sciences
politiques. Directeur
du Laboratoire
d'Écologie Politique
et Coach scientifique,
Université de
Kinshasa.
lotobanga@yahoo.fr

« *Le processus électoral, en l'occurrence celui de 2018, à l'épreuve de la décentralisation territoriale, en République démocratique du Congo. Et les élections locales ?* »

Voilà le centre d'intérêt de mes échanges, le 23 mai 2019, avec la communauté scientifique de l'Université Catholique du Congo (UCC) au cours du colloque consacré à l'évaluation du processus électoral de décembre 2018, au regard « du jeu et des enjeux des acteurs ». Cet exercice me permet d'en faire le partage avec un large auditoire, à travers *Congo-Afrique*.

Avant toute chose, je voudrais exprimer mes sentiments de gratitude à la Faculté de Sciences politiques de l'UCC et à son Doyen, *Professeur Philémon Muamba Mumbunda*, pour m'avoir invité à ce Colloque et pour leur connaissance de la cartographie de la production scientifique sur la décentralisation !

Élection(s) et décentralisation territoriale ont plusieurs connivences ; l'une des plus significatives, c'est le fait pour les deux d'avoir la population comme objet et/ou sujet de leurs initiatives, dans un contexte de *liberté-responsabilité*, pour des acteurs ou bénéficiaires situés dans des entités territoriales¹. À bien des égards, élections et décentralisation (territoriale) constituent deux agrégats de la démocratie et procèdent du paradigme de l'action, creuset de toutes les théories relatives à la participation politique. Et le recours aux *acteurs politiques saisonniers*, les électeurs, ou aux parties prenantes primaires (la population riveraine), en vue de leur participation, demeure une condition indispensable pour le développement de la RD Congo.

1 Les entités territoriales décentralisées servent de socle à la démocratie.
Lire : *Congo-Afrique*, n° 534, p. 296.

En effet, pays vaste d'au moins 2.345.410 km² de superficie et ayant 32 villes, 311 communes (dont 173 rurales), 2.815 quartiers, 145 territoires, 734 secteurs (dont 264 auréolés par la coutume), 6.095 groupements et 88.000 villages ainsi que 80 millions d'habitants dont plus de 90% ont difficile à se procurer un repas complet par jour, la République démocratique du Congo a grandement besoin de la décentralisation comme de gestion des entités territoriales. Ainsi donc, la décentralisation et, par conséquent, les élections deviennent ainsi imparables² pour obtenir la participation active de tout un chacun.

C'est pourquoi, et dans toutes ses palettes, la décentralisation vise une gestion de proximité et requiert, pour son efficacité, la participation de toutes les parties prenantes, en l'occurrence celle de la population concernée. À bien des égards, la décentralisation constitue une option globale (stratégique et opérationnelle) qui soit favorable à une émergence nationale à partir des entités de base (que celles-ci soient territoriales, administratives ou économiques) pour rejaillir, par effet boules de neige, sur tous les secteurs à travers le territoire national³.

Dans sa déclinaison territoriale, la décentralisation requiert la présence à la tête des entités bénéficiaires des dirigeants élus par la population concernée, directement ou indirectement. Vues sous cet angle, les élections influent sur la qualité de ces dirigeants, acteurs de premier ordre pour la décentralisation. La relation entre la qualité du processus électoral (crédibilité, équité, intégrité, redevabilité et transparence)⁴ et l'efficacité de la territoriale devient transitive par rapport à la qualité d'une décentralisation territoriale, comme mécanisme d'incubation du développement local.

Nous pouvons ainsi nous demander : *Dans quelle mesure un processus électoral peut-il influencer (positivement ou négativement) sur un processus de décentralisation ? Autrement dit, au regard de la consubstantialité entre la décentralisation (territoriale) et le développement local endogène, le processus électoral de décembre 2018 (dont les signaux d'échec sont apparents)⁵ peut-il contribuer au sauvetage d'une décentralisation chaotique⁶ ?*

Je prends la ligne de cette perspective presque pessimiste mais solide pour une sonnette d'alarme, étant donné que, dans les faits, une alternance

2 Jean-Pierre LOTOY Ilango-Banga, *Décentralisation chaotique en République Démocratique du Congo*, L'Harmattan, 2018, Paris, p. 58.

3 Jean-Pierre LOTOY Ilango-Banga, « La décentralisation territoriale en RDC : un programme de développement endogène », in *Revue congolaise des sciences politiques et administratives*, Vol. I, n° 1, avril-juin 2013.

4 Abbel NGONDO Ndjondo, *Intégrité et crédibilité électorales : Analyse systémique des déterminants du processus électoral de 2011 en RDC*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Université de Kinshasa, Kinshasa, 2018, pp. 121-125.

5 Philémon MUAMBA Mumbunda, *L'évaluation du processus électoral de décembre 2018 en RD Congo : jeux et enjeux des acteurs*, Termes de référence du Colloque, FSPO de l'UCC, Kinshasa, 6 avril 2019, p. 2.

6 Jean-Pierre LOTOY Ilango-Banga, *Op. cit.* Lire aussi : Emmanuel RAMAZANI Shadari, *Les institutions provinciales face au développement de la RDC*, L'Harmattan/RDC, Paris, 2018, pp. 166, 250-251, 308-309 (notamment).

politique est en train de s'installer au pays. Il va sans dire que des signaux d'un nouveau style de commandement et ceux de nouvelles méthodes de travail sont désormais visibles. Cependant, il faut prévenir avant de proposer une indication dans le cadre de cette relation entre processus électoral et décentralisation territoriale. *Si vous invitez un sujet atteint de paludisme et dont le système immunitaire est défaillant à voler au secours d'un tuberculeux, il faut vous rassurer qu'il en sort indemne*⁷. Et vice-versa. Ceci justifiant cela, que va-t-il se passer lors des élections locales ? Que peut-on en attendre ?

Il ne s'agit pas ici de faire peur, car dans une perspective stratégique la seule volonté politique en constitue le meilleur antidote. L'expérience empirique offerte par le processus électoral de décembre 2018 est le reflet d'une stratégie du pire qui a tourné le dos à la solidarité, à l'humilité, à la transparence et à l'éthique du mérite, voire au professionnalisme. Le processus électoral et la décentralisation territoriale supposent ces vertus pour servir de socle à l'épanouissement moral et social de la RD Congo.

Pour une bonne intelligence de cette étude, trois points se succèdent, après cette introduction, pour tourner notre regard vers une issue réaliste. Le premier point s'intéresse à l'écologie politique du processus électoral de décembre 2018 ; le deuxième expose les éléments pouvant constituer le socle d'une véritable décentralisation territoriale et, enfin, le troisième ouvre la voie, sans prophétiser, à des perspectives (d'avenir) pouvant découler du rapport stratégique élections-décentralisation territoriale.

1. L'écologie politique du processus électoral de décembre 2018

Un processus électoral procède de l'idée de démocratie. Celle-ci est la reconnaissance et le respect de la souveraineté du peuple, détenteur originel du pouvoir (mandant), qui le cède à ses représentants (mandataires), en vue de les amener à réaliser son bonheur (le bonheur du peuple) et à en rendre compte⁸, après une durée préalablement déterminée et une fonction précise (mandat)⁹. L'écologie politique s'inscrit ainsi dans un processus de prise en compte des dynamiques qui procèdent du jeu d'acteurs, au regard des intérêts en jeu ou dans une situation à fort enjeu. L'espace social devient un champ politique où les acteurs croisent leurs savoirs et/ou avoirs pour en tirer profit tout en respectant les règles du jeu et en tenant compte de *leur responsabilité sociétale*. À cet effet, la culture démocratique recommande loyauté et équité dans un rapport de forces proportionnelles. Tous les excès sont bannis et dénoncés, l'élégance politique devient un code d'honneur et

7 Métaphore puisée de l'entretien du 8 mai 2019, au Laboratoire d'écologie politique à Kinshasa, avec Jacques MOLIBA, climatologue et enseignant-chercheur, au sujet du transfèrement des eaux du Fleuve Congo vers le Lac Tchad.

8 Jean-Pierre LOTOY Ilango-Banga, *Apprendre la science politique pour comprendre la politique*, Paris, L'Harmattan, 2018, pp. 87-89.

9 9 *Ibid.*

la transparence une vertu recherchée par tous les acteurs engagés dans un processus électoral.

Cependant, deux faits ont contribué et contribuent à contrarier cette logique au pays des intellectuels sybarites¹⁰ où ce processus a été laborieux et suscité des dialogues truffés de malentendus¹¹. Il s'agit de l'intégrisme sociopolitique, on agit par défi, et la gouvernementalité du ventre qui ont deux soubassements idéologiques ou pseudo-stratégiques respectifs, à savoir : la tribocratie et la particratie¹². Toute la gouvernance publique de la RD Congo, quel que soit le secteur ciblé, est vicié ou perverti par des élans tribocratiques et particratiques, au mépris de l'intérêt général ou de l'unité nationale. Dans le giron du pouvoir, l'on découvre des faucons qui étouffent les colombes et crachent l'intransigeance. Tous les moyens là-bas sont bons, y compris le crime. Et le recours aux forces de sécurité, voire de défense devient un exercice de loisir¹³. En revanche du côté de ceux qui luttent pour l'alternance et qui, la journée, se font appeler membres de l'opposition démocratique (*gare à la transhumance ou au débauchage !*), la radicalité constitue une stratégie porteuse. On harangue des foules et on prépare la rue pour en découdre avec *un pouvoir autocratique*. Et le peuple chosifié s'apprête toujours à célébrer *sa libération*¹⁴ ! Ces deux tendances, également excessives, ont toujours fait retarder l'avènement d'une véritable démocratie en RD Congo¹⁵. Par ailleurs, il convient de noter que les enjeux congolais se dessinent à l'extérieur et les acteurs se livrent localement aux jeux qui procèdent de la « *gentrification politique* » ou les nouvelles dynamiques de l'impérialisme croisé au néocolonialisme¹⁶. La RD Congo devient le condensé des enjeux mondiaux et des conflits idéologiques ou géostratégiques, parce que sa classe politique, inconsciente, leur a offert sa patrie comme champ d'expérimentation. L'exploitation sélective, par exemple, de l'article 64 de la Constitution demeure un indicateur du fossé qui sépare l'élite politique de son peuple.

10 Didier Jean YEMBA Kasinde, *Intellectuels sybarites. La fin des indépendances en Afrique. L'incertitude congolaise*, Paris, L'Harmattan, 2018.

11 Jean-Pierre LOTOY Ilango-Banga, *Dialogues et démocratisation en RD Congo*, Laecopol, Kinshasa, 2017, pp. 10-12. Cette remarque tient également compte des contacts couverts de discrétion entre la Majorité présidentielle et certains ténors de l'Opposition radicale, dont ceux finalement connus avec l'UDPS.

12 Eddit YENI Nkumu, *Le contrôle parlementaire de l'action gouvernementale en RDC : champ politique d'appropriation ou de reproduction du pouvoir*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Université de Kinshasa, Kinshasa, 2018.

13 Tout se passe comme si le pouvoir que l'on veut conserver se trouve accroché au bout d'un canon.

14 La rue sert de lit à la radicalité et aux pillages populaires. Des marches de colère et des journées « ville morte » sont organisées pour en découdre avec un *pouvoir moribond*, parce que *hors-mandat*.

15 Jean-Pierre LOTOY Ilango-Banga, « *Les dérapages de la démocratisation et leurs conséquences socioéconomiques au Congo-Zaïre (1990-1997)* », in J. KAMBAYI Bwatshia, et E. TSISHIMBI Katumumoyi, (sous la dir.), *République démocratique du Congo : de la conférence de Berlin de 1885 à nos jours*, Paris, L'Harmattan/RDC, 2017, pp. 169-197.

16 Lire à ce sujet : Jacques EBWEME Yonzaba, *Gentrification politique en Afrique centrale francophone. Cas de la RD Congo*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Kinshasa, 2019, Kinshasa.

En ce qui concerne le processus électoral de décembre 2018 lui-même, la famille aussi s'est invitée pour consacrer *la prénance de la parenté sur l'État* et institutionnaliser ce que certains qualifient déjà de « *politic business family* » qui permet aux *élus multi-brassards* d'assurer leurs arrières sur le plan financier ou politique¹⁷. Néanmoins, il convient de faire remarquer que le comportement de certains suppléants après leur validation comme députés, sous la dernière législature rendue élastique, n'est pas recommandable et en demeure l'une des causes irréfutables. Voilà pourquoi *la démocratie congolaise* est toujours à la recherche de véritables hommes d'État. Et finalement tant que des démocrates tardent à émerger, la démocratie va en pâtir et, par ricochet, les élections et la décentralisation territoriale.

Aussi, le processus électoral de décembre 2018 a-t-il été émaillé d'enjeux dont le socle était la conservation du pouvoir, à tout prix, pour la sauvegarde des prébendes. La loi électorale a trouvé une légistique atypique, ce faisant, qui a su ou pu (peut-être au figuré) transmuter *l'économisme en constitutionalisme éclairé*. Le seuil de représentativité (national), par exemple, prévu en aval du scrutin et appliqué même dans des circonscriptions à siège unique, suscite des questions d'ordre éthique. Le cumul du statut de mandataire avec celui de candidat et la possibilité légale accordée à un même individu à postuler à tous les scrutins (présidentiel, législatif, provincial, sénatorial et de gouvernorat) sont autant de laideurs morales qui procèdent d'un égocentrisme viscéral et frisent la tricherie¹⁸. Le peu de rigueur observable lors de l'établissement du critérium de qualités requises pour être candidat a suscité une pléthore de candidatures fantaisistes qui démontrent, si besoin en était, que les élections en RD Congo ont tendance à refléter une parodie politique au lieu de servir de tremplin à une émergence nationale par le renouvellement du personnel politique.

Lorsqu'on se réfère, par exemple, aux enjeux qui ont entouré l'élection présidentielle, des clivages irréductibles ont failli diviser la société. Certains stratèges, ayant tablé sur des faiblesses congénitales de l'opposition congolaise quant à son rassemblement, ont prévu une victoire, par *know out*, pour le FCC. Les résultats y ont apporté un sanglant démenti : les Congolais ne sont pas divisés à ce point et la Nation Congolaise existe. Sur 18.000.000 des suffrages exprimés, l'opposition a obtenu 13.387.747 voix contre 4.354.357 pour le pouvoir et réussi à se mieux positionner à l'arrivée, avec la victoire de Félix Tshisekedi (7.051.013 voix ou 38,57%)¹⁹. Il s'agit là d'une victoire de la gestion politique des anciens pouvoirs. Et c'est la Nation qui a gagné.

17 Emmanuel BANUWESIZE Mukambilwa, « D'une société à l'autre. Penser le futur du Congo au-delà des errements éthiques et politiques », in *Congo-Afrique* (avril 2019), n° 534, pp. 315-316.

18 Nombreux sont des candidats qui ont porté des masques en gardant silence sur le nom de leur plateforme d'appartenance et du candidat président soutenu et sur l'identité de leurs suppléants.

19 Alain NZADI-a-NZADI, « Démocratie oblige Pour un pouvoir politique au service du peuple et de l'intérêt supérieur de la Nation », in *Congo-Afrique* (avril 2019), n° 534, p. 294.

Cependant, la nonchalance et la suffisance manifestées lors des shows (médiatiques) par les gestionnaires du pouvoir organisateur des élections ne pouvaient garantir la solidarité, l'humilité, la transparence et l'éthique du mérite qui forment le socle d'une véritable décentralisation, c'est-à-dire le pourvoi aux postes de commandes des élus susceptibles de se mettre au service du peuple.

2. Le socle d'une véritable décentralisation

Si quelqu'un veut procéder à l'évaluation de la décentralisation territoriale en RD Congo, qu'il arrête tout ce qu'il fait à Kinshasa et se rende dans son village d'origine. Nous en avons, d'après l'administration électorale, 88.000. Mise à part une certaine pancarte, fabriquée par les agences de coopération technique et plantée à travers des entités locales, qui indique *le nom du village assaini*, comme chez moi à Bikoro, il y trouvera l'eau potable, l'électricité, une route sans nid de poule ni étang, un habitat commode pour un plus grand nombre et des écoles équipées en pupitres. Magnifique ! Mais, j'ai des doutes qu'il en soit ainsi chez vous. Deux images, dont l'une est tirée de la biosociologie et l'autre du quotidien des *palais embourgeoisés*, vont présenter la photographie actuelle de la décentralisation congolaise dans le troisième point de cette étude. En attendant, je voudrais présenter les déterminants qui constituent le socle d'une bonne décentralisation territoriale. Ces déterminants sont : la solidarité, l'humilité, la transparence et un système de mérite accompagné de motivation.

a. La décentralisation territoriale exige la solidarité

La mondialisation a imposé une compétitivité accrue qui nécessite beaucoup de tact et d'intelligence sociale pour mobiliser la solidarité au niveau domestique et au niveau international, sans toutefois pervertir l'indépendance nationale ou la souveraineté étatique.

Sur le plan international, la politique de bon voisinage et la coopération au développement constituent deux atouts majeurs. Nombreuses sont nos entités territoriales, voire économiques ou tout simplement des services publics, dont l'existence ou l'épanouissement dépendent de l'extérieur en général et en particulier des voisins de notre pays. Un tel partenariat est possible tout en veillant aux faits et gestes de ceux qui semblent avoir des agendas cachés contre la RD Congo²⁰.

Dans le contexte d'une émergence nationale par la décentralisation, la coopération décentralisée, le jumelage d'entités territoriales et les partenariats (public-public et public-privé) doivent être encouragés et rationnellement exploités. Mais l'on évitera de tomber dans une forme voilée

²⁰ À ce sujet, on peut lire : Paul BYABUZE Badesire, *Présence rwandaise à l'Est de la RD Congo. Aspirations hégémoniques ou colonisation silencieuse ?*, Mémoire de DES/DEA en sciences politiques et administratives, Université de Kinshasa, Kinshasa, 2015.

de mendicité, de vassalité ou de protectorat, avec le risque de nuire à la souveraineté de l'État congolais²¹.

Sur le plan interne, l'union faisant la force, l'impulsion au renforcement de la coopération interprovinciale peut permettre de faire sauter certains goulots d'étranglement qui bouchent la voie de la décentralisation. La réalisation ou la réhabilitation de la route nationale, tout au moins dans ses segments les plus stratégiques, en constituera un atout indéniable, au regard de ses effets induits. Dans le même ordre d'idées, l'on doit opérationnaliser des projets communs entre des entités proches, stratégiquement ou géographiquement. Ce qui peut faire du Congo, dans un avenir proche, un vaste chantier susceptible de réduire sensiblement le chômage et motiver la sédentarisation des jeunes dans leur milieu d'origine. Il va sans dire que le génie local et les ressources du milieu seront exploités ou valorisés, pour amener les entités territoriales décentralisées à s'auto-approprier des avancées enregistrées dans le monde. Cela n'interdit point d'opérationnaliser la Caisse nationale de péréquation *en tenant compte de la cartographie fiscale et de la dynamique des corridors du commerce international de la RD Congo*²².

b. La décentralisation s'accompagne d'humilité

L'humilité précède la gloire, dit-on. Ceci est la maxime de l'homme sage. Une bonne décentralisation, celle qui ne fait pas tourner la tête à ses bénéficiaires, malgré le prestige qui en résulte, a besoin d'humilité dans son fonctionnement ; l'humilité des uns vis-à-vis des autres et au regard de toutes les parties prenantes. C'est cette humilité qui peut permettre aux dirigeants de se faire comprendre facilement par la population et d'avoir de l'influence sur celle-ci. L'emprise des dirigeants sur les populations pose problème en RD Congo et constitue l'une des crises qui étranglent le système politique national.

En effet, l'humilité suscite le respect et la tolérance réciproques, crée de bonnes relations humaines et renforce l'unité nationale (cf. Article 66, al. 1^{er} de la Constitution). L'humilité est une vertu et un levier intérieur en vue d'une communication interpersonnelle non violente et une gouvernance éthique, dans tout secteur social.

L'apprentissage de ce qu'on ignore et qui s'avère indispensable pour une auto-actualisation réussie sera un droit citoyen et un devoir patriotique. L'encadrement administratif ou socioculturel de la population procède de cet état d'esprit qui s'accompagne de transparence.

21 C'est le lieu de soulever la problématique de la présence de la MONUSCO, avec une force armée, sur le sol congolais et son attitude souvent ambivalente. Un débat national intelligent et patriotique peut trancher.

22 Jean-Pierre LOTOY Ilango-Banga, *Décentralisation chaotique*, Op. cit., pp. 77-79.

c. La décentralisation rime avec la transparence

Gestion de proximité, la décentralisation constitue une référence managériale et une école pour la démocratie représentative. Ici, tout se passe comme dans un village où tout le monde connaît ou contrôle tout le monde. La transparence apporte une *bureau-thérapie* indispensable à l'émergence locale, parce qu'elle crée des mécanismes de dissuasion, d'émulation, de motivation et d'excellence.

École de la démocratie représentative, l'émergence nationale par la décentralisation donne la conviction que si nous voulons que les élections deviennent une culture ou une vertu pour le Congolais ordinaire, nous devons parvenir à en inverser l'ordre séquentiel ou temporel. Désormais, les élections locales devront être organisées avant toutes les autres. On partira donc des élections locales pour l'élection présidentielle et cela, en passant d'abord par les élections municipales, urbaines, provinciales, sénatoriales et législatives. Je suis persuadé qu'une telle pratique est porteuse d'effets multiplicateurs pour la démocratie, le jeu politique et le poids réel des partis politiques. On pourra même tenter de généraliser le scrutin majoritaire pour réduire le nombre pléthorique des partis politiques, étant donné le sentiment manifeste en faveur du regroupement. Cette même intelligence sociale pourra nous amener à adopter, par exemple, le vote alternatif, en vue d'accéder au désir d'un scrutin majoritaire à deux tours croisé aux aléas budgétaires, surtout pour l'élection présidentielle. Il appartiendra donc aux uns et aux autres de trouver des mécanismes de contournement aux cardiopathies toujours possibles.

c. La décentralisation est l'assise d'un système de mérite et base de la motivation

La décentralisation revêt un caractère de consubstantialité avec le développement social et économique. Elle suppose la valorisation de l'esprit d'initiative, d'innovation ou d'entreprise.

Elle se nourrit de nouvelles mentalités pour asseoir un système de mérite et s'appuie sur la motivation pour inciter ou susciter l'éclosion des énergies positives, étant donné que *tout ce qui est génial est individuel*. Dans cette perspective, la justice sociale devrait être garantie, l'impunité combattue, le népotisme et le tribalisme découragés, la corruption punie et la concussion sévèrement sanctionnée.

Ici, les acteurs sociaux importants que sont les partis politiques doivent faire montre de patriotisme et de professionnalisme en devenant de véritables centres de formation qui recrutent des cadres, les forment, les essayent et les trient sur le volet en vue de les présenter aux suffrages populaires. Dans la gestion des ambitions, les partis politiques doivent jauger chacune d'elle en rapport avec des talents individuels. Car, comme

l'a écrit l'écrivain français Chateaubriand, *une ambition dont on n'a pas de talent est un crime*.

La RD Congo est encore à cent lieues de ces standards reconnus en démocratie. D'où l'émergence des pratiques qui défient l'éthique politique et l'essence d'un leadership assumé. C'est pourquoi, son processus électoral est piégé par la boulimie des acteurs et celui de la décentralisation voulu chaotique. La situation est telle que l'on adore la décentralisation, parce qu'elle permet de décongestionner le giron du pouvoir et d'arbitrer entre des ambitions, mais l'on n'aime pas le développement des entités locales, pour éviter la démocratie en installant une *démocrature*²³. Un tel décor peut-il laisser entrevoir quelles perspectives ?

3. Processus électoral et décentralisation : perspectives (d'avenir)

La République démocratique du Congo, qui a vécu et vit jusque-là grâce à une sorte de résilience mue par une intelligence sociale dont les Congolais sont des artisans incontestables, ne peut se sentir fière devant des comportements négativistes qui ont subjugué l'intérêt général et affamé son peuple. Aujourd'hui, nombreux sont nos villages vidés de leur population, en l'occurrence des compatriotes valides et aptes à la mobilité pour la survie, les jeunes. D'où le surpeuplement de nos villes et leur insalubrité défiant toute action publique rationnelle, notamment en matières d'habitat, d'urbanisme ou d'assainissement.

Néanmoins, après une prise de conscience par des acteurs d'une société, une crise peut constituer le tremplin d'un élan patriotique pour l'émergence nationale. Il suffit d'établir un diagnostic sans complaisance et en prescrire une thérapeutique conséquente. Voyons ce qu'on peut retenir des processus électoral et de décentralisation, d'abord et ensuite, on peut présenter ces perspectives d'avenir.

a. Regards sur le processus électoral de décembre 2018 et celui de décentralisation

Ceux qui ont eu l'occasion d'évaluer le processus électoral de décembre 2018, notamment les experts ou consultants du Centre d'études pour l'action sociale (CEPAS), réaffirment que *ce processus a exacerbé les clivages sociopolitiques qui pourraient nuire à la cohésion nationale*²⁴. Ce processus a failli affaiblir la société civile n'eût été la résilience offerte par une sorte

23 Au sujet de *la démocrature*, on peut lire par exemple : Jean-Pierre LOBHO LWA DJUGUDJUGU, *Troisième république au Zaïre : Prestoïka, démocrature ou catastroïka ?*, Bibliothèque du Scribe, 1991, Kinshasa.

24 CEPAS, « *Évaluation du processus électoral et perspectives* », in *Congo-Afrique* (avril 2019), n° 534, *Op. cit.*, p. 384. Il existe une relation intime entre modes de scrutin et résultats électoraux. Au FCC, on le savait ; la CENI aussi. Et le seuil de représentativité a sûrement favorisé les partis ayant couvert tout le territoire national et présenté des candidats dans toutes les circonscriptions électorales. C'est le cas du FCC, favorisé par la conjoncture.

de *peuplecratie*²⁵. L'imbroglie créé par le couplage des trois scrutins, dans un océan de pauvreté et d'analphabétisme, a contredit les aspirations des populations qui, tout en obtenant le changement à la tête du pays, ont conservé par mégarde les majorités parlementaires pourtant décriées. On a finalement des partis ou regroupements politiques majoritaires dans les assemblées législatives mais minoritaires dans l'opinion. Il s'agit, pour certains, d'un véritable *dol politique*²⁶.

En revanche, le processus de décentralisation, qui visait le développement de la RD Congo à partir des entités territoriales décentralisées, est demeuré un trompe-l'œil ou tout simplement une chose dont on parle beaucoup sans se soucier de sa concrétisation. En amont comme en aval, la décentralisation est *chantée*, puisqu'elle permet de décentraliser des ambitions. Le découpage territorial actuel procède de ces ambitions et de la volonté de survie politique des acteurs²⁷. Au niveau stratégique ou de sa conception, le processus de décentralisation reflète l'image du renard affamé devant des raisins pourtant mûrs, mais incapable de les cueillir. *Les raisins ne sont pas mûrs*, murmure le renard confus, refusant d'avouer son incapacité congénitale en cette matière. D'où l'existence des bouchons sur la voie de la décentralisation et celle des *entités-digues* à l'instar du Territoire²⁸. C'est pourquoi, la décentralisation en RD Congo « *est agitée tel un chiffon rouge, par des politiciens congolais en panne d'idées voire d'idéologie, ainsi que des élites à leur dévotion, afin de cacher leur stratégie et amuser la galerie* »²⁹.

Sur le plan opérationnel, les bénéficiaires des postes dans des entités décentralisées n'ont pas oublié des intrigues les ayant éloignés du giron du pouvoir et adoptent *le subterfuge du cuisinier malin*. La cigogne n'a qu'une seule patte dans l'assiette ou au repos lorsqu'elle est perchée ; il faut crier pour l'obliger de sortir la seconde patte. C'est la réalité que couvre mieux le proverbe ekonda-mongo « *ndjala i iboko* » (dans un « groupe en déplacement », tout le monde subit les revers de la cuisine commune et même celui qui a mangé dehors se déclare avoir faim comme tout le monde). Les gardiens du giron ont compris le jeu. D'où des intrigues et commérages autour de la rétrocession et des *opérations-retour*. En fait, le fonctionnement des institutions provinciales accusent beaucoup de faiblesses qui vont de l'insuffisance en personnel qualifié à la malgouvernance et leur caractère

25 La *peuplecratie* procède des nouvelles dynamiques du populisme politique qui empruntent les couloirs des réseaux sociaux et tous autres modes d'action populaire. Lire, par exemple : Marc LAZAR, et Ilvo DIAMANTI, *Peuplecratie. Les métamorphoses de nos démocraties*, Paris, Gallimard, 2019. Lire aussi : Marc LAZAR et Laurent CHAMONTIN, *Populismes et peuplecratie en Europe. Des métamorphoses de nos démocraties*, publié le 18 mai 2019 par Diploweb, in www.boulevard-exterieur.com, consulté, à Kinshasa, le 18 mai 2019 à 18 heures.

26 CEPAS, « *Evaluation...* », in *Op. cit.*, p. 385.

27 C'est le cas des députés nationaux et des sénateurs. Lire : Emmanuel RAMAZANI Shadari, *Op. cit.*, pp. 130-131.

28 Jean-Pierre LOTOY Ilango-Banga, *Décentralisation chaotique*, *Op. cit.*, pp. 61-77.

29 Mwayila TSHIYEMBE, « *Préface* » dans *Ibid.*, p. 5.

budgétivore ; ces institutions, à elles seules, engloutissent « *plus de 85% des crédits rétrocédés dans les rémunérations et autres avantages* »³⁰. Et l'impunité couvre une telle gouvernance publique qui, manifestement, privilégie *l'opération totonga nzoto* (le tube digestif) en lieu et place de « *totonga mboka* » (construction ou reconstruction nationale).

Quelques suggestions avant de terminer

Si vous voulez cultiver des arachides, n'hésitez pas de consulter quelqu'un qui a des compétences en agronomie ou en pédologie et qui connaît le calendrier agricole du milieu. Il faut éviter des OGM. Et lorsque vous serez au champ, n'organisez pas la fête en servant des cacahouètes. Vous manquerez le rendez-vous de la récolte. Ce paradoxe du cultivateur inconscient peut permettre d'expliquer celui de la Territoriale congolaise et l'ingénierie des bouchons qui prennent la décentralisation des entités locales en tenailles. Dans ces conditions, les élections deviennent une simple formalité, les élus étant connus d'avance notamment en ce qui concerne des élections indirectes ou au second degré.

Aussi, pour renforcer la souveraineté nationale et rationaliser la gestion du processus électoral, la discipline budgétaire et l'orthodoxie financière, on ferait recours aux entreprises congolaises pour la production locale du matériel électoral.

Dans cet ordre d'idées, les élections doivent être organisées par le Ministère ayant dans ses attributions les affaires intérieures, pour permettre, après plus d'une décennie, de mettre en application les dispositions de l'Article 222 de la Constitution. Il s'agit, conformément à cet article 222, de mettre fin aux annexes qui surchargent notre système institutionnel, en l'occurrence toutes les institutions d'appui à la démocratie. Cela offre deux avantages, à savoir : (i) permettre une pratique directe du jeu démocratique sous la gestion des carriéristes, les fonctionnaires et agents de l'État, en vue d'asseoir une pédagogie expérientielle en cette matière et contourner l'éternel recommencement qu'on rencontre dans la gestion de ces institutions d'appui, notamment à la CENI. Chaque processus électoral suscite des recrutements, la formation (même élémentaire) et (ii) des budgets et rallonges budgétaires colossaux qui défient notre souveraineté. Alors que si les fonctionnaires en étaient bénéficiaires, le pays aurait un capital sûr et en réduirait ses dépenses, pour faire face à un cycle électoral complet et régulier.

Dans ce cas, il convient de procéder à la dépolitisation de l'administration publique et cela, pour donner assise concrète à l'apolitisme et au patriotisme dont doit se couvrir l'État. Il faudra donc opérer des choix judicieux afin que la RD Congo soit guérie de sa maladie d'hollande (pays gâté par la nature ayant une population croupissant dans la misère). Ce paradoxe procède essentiellement des comportements qui trouvent leur lit

30 Emmanuel RAMAZANI Shadari, *Op. cit.*, pp. 262-263 et 308-309.

dans l'intégrisme sociopolitique caractéristique d'une classe politique en déphasage par rapport aux attentes de son peuple.

Du nouveau leadership, les Congolais attendent ainsi une impulsion en faveur des initiatives publiques qui assurent l'intégration de tous au sein de la Communauté nationale. En effet, *le développement social et économique n'est pas un donné naturel ; il est indubitablement un construit socioculturel* qui a besoin de toutes les énergies disponibles ou à rendre disponibles. Et l'énergie humaine demeure le moteur de toute société. Il faut absolument en tenir compte et y recourir de façon rationnelle et efficace. L'émergence de la RD Congo en dépend.

En guise de conclusion

La RD Congo est pauvre. Au moins 70% des Congolais croupissent dans la misère. Et pourtant, avec 120 millions d'hectares des terres arables, 4 millions de terres irrigables, 4 zones climatiques, des milliers de têtes et de bras qui ne font rien à longueur des journées, une diversité biologique exceptionnelle (etc.), la RD Congo devait vivre, en cette matière notamment dans une « crise-saturation » (la surproduction)³¹, nourrir les autres nations du monde et *arracher au moins sa souveraineté alimentaire*.

La RD Congo semble ne pas vouloir de la décentralisation, ni des élections crédibles, et s'occupe peu ou prou de son émergence socioéconomique. Elle est le champ privilégié des paradoxes. *Si tel n'est pas le cas, comment va-t-on organiser des élections locales ? Toujours avec l'actuelle CENI, dans son essence, dans sa structure et dans sa configuration ?* Voilà un défi à relever avant qu'il ne soit trop tard. Dans tous les cas, si les gouvernants redoutent, à l'avenir, de faire de l'abstention l'enjeu électoral le plus important, l'évaluation de la CENI s'impose en vue de sa liquidation.

La Nation Congolaise est une réalité vivante. Par sa résilience, l'État est là. Les résultats des élections l'ont prouvé en défiant toutes les prévisions. Finalement, au 10 janvier 2019, tout le monde a gagné, parce que l'intégrisme sociopolitique n'a pu opérer. La nouvelle photographie des assemblées législatives qui offre la majorité parlementaire au FCC constitue un défi à relever avec beaucoup d'humilité pour privilégier les aspirations du peuple, qui sont connues, en suscitant de l'espoir pour tous. L'idée de coalition, et non cohabitation, entre le FCC et le CACH, qui a été heureusement lancée, renferme un ferment d'espoir pour le peuple, pourvu que les adeptes de *la gentrification politique* et ceux d'une *peuplecratie mal assumée* ne s'y invitent pour expérimenter une nouvelle *démocrature*. ■

31 Pour mieux comprendre toutes les déclinaisons conceptuelles de la crise, on peut lire avec profit : BANYAKU LUAPE, « *Le concept de crise : une contribution aux études sociales de développement* », in *Cahiers Zaïrois d'Études Politiques et Sociales*, n° 5, Presses Universitaires de Lubumbashi, juin 1984, Lubumbashi, pp. 31-57.